



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil des gouverneurs – Vingt-troisième session
Rome, 16-17 février 2000

ASSOCIER MICROFINANCEMENT ET AIDE ALIMENTAIRE

**NOTE D'INFORMATION SUR LA COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE ENTRE LE
FIDA ET LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)**

I. COMPLÉMENTARITÉ DES OPÉRATIONS

1. Le FIDA a été créé en 1977 en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies afin d'aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté rurale, en mobilisant des ressources financières pour octroyer des prêts à des conditions de faveur destinés à des projets de développement agricole et rural. Unique parmi les organisations financières internationales, le FIDA a pour mandat exclusif: de combattre la faim et la pauvreté rurale dans les régions à faible revenu et à déficit alimentaire, dans le but d'améliorer durablement les conditions de vie des ruraux pauvres.
2. Le PAM a été créé en 1963 pour être l'organe d'aide alimentaire du système des Nations Unies. Il apporte une aide alimentaire pour sauver des vies dans les situations d'urgence, pour améliorer la nutrition et la qualité de vie des personnes les plus vulnérables dans les périodes critiques, pour contribuer à développer les infrastructures et pour promouvoir l'autosuffisance des populations et des communautés pauvres.
3. Nonobstant les différences dans leurs vocations respectives et leurs modalités d'intervention, les opérations du FIDA et du PAM sont complémentaires dans la mesure où elles répondent aux besoins des ruraux pauvres. Le PAM est un cofinancier important des projets entrepris à l'initiative du FIDA. Entre 1978 et 1998, le PAM a cofinancé à hauteur de 118,7 millions de USD des projets dus à l'initiative du FIDA; ce cofinancement vient, en volume, au quatrième rang des opérations de cette nature menées par les institutions multilatérales dans la même période (voir le graphique ci-joint).
4. S'agissant de projets cofinancés, le FIDA appuie normalement des activités fondées sur le crédit et finance les coûts de main-d'œuvre qualifiée, tandis que le PAM axe son activité sur les programmes vivres-contre-travail faisant appel à la main-d'œuvre non qualifiée. L'expérience de terrain a confirmé que, dans l'aide aux groupes de population les plus vulnérables dans les zones rurales reculées, les retombées sont amplifiées lorsque le microfinancement et l'aide alimentaire sont combinés, tout particulièrement dans le cas des infrastructures rurales et des travaux de terrassement.

L'aide alimentaire apportée par le PAM contribue à développer les infrastructures rurales qui constituent la base à partir de laquelle les financements du FIDA peuvent instaurer le développement durable. À l'échelon des ménages, la solution vivres-contre-travail stimule les plus pauvres à générer l'excédent initial de revenu nécessaire pour briser la spirale de la pauvreté, permettant ainsi d'accroître progressivement les investissements dans l'agriculture et dans les activités économiques non agricoles, ceci dans le cadre du processus de développement durable qu'appuient des institutions comme le FIDA.

II. ASPECTS DE LA COOPÉRATION

5. Le FIDA et le PAM coopèrent étroitement dans les secteurs ci-après:

- a) Aide consécutive aux crises;
- b) Programmation conjointe de projets de développement;
- c) Mise en commun accrue de l'information.

Aide consécutive aux crises

6. Le FIDA est un des principaux acteurs de l'aide aux ruraux pauvres lors de crises, son principal objectif étant de leur donner les moyens de les surmonter aujourd'hui comme demain, au moyen d'interventions axées sur le développement. Dans tous les cas, le FIDA perçoit le partenariat comme la condition préalable essentielle pour assurer l'efficacité et l'efficience de l'aide aux ruraux pauvres, en particulier dans les situations consécutives aux crises, dans lesquelles des formes diversifiées d'assistance sont nécessaires.

7. Le PAM est le partenaire le plus important du FIDA dans les interventions consécutives aux crises. Le PAM dispose en effet de l'expérience voulue pour appuyer les activités vivres-contre-travail ayant trait au relèvement et à la reconstruction en milieu rural, y compris avec des programmes visant à prévenir la consommation alimentaire des semences. L'avantage comparatif du FIDA réside dans le financement d'activités qui génèrent la base de ressources nécessaires au relèvement à plus long terme après les crises et le développement économique durable. Ses interventions vont de l'apport de fonds en vue de l'approvisionnement en intrants agricoles à la mise en place de services d'épargne et de crédit.

8. La collaboration entre le FIDA et le PAM au Mali, qui a débuté à la fin des années 80, donne un bon exemple du partenariat FIDA/PAM qui a pour origine les conséquences économiques des graves sécheresses qui ont sévi dans le nord du pays à la fin des années 70 et au début des années 80. Cette catastrophe naturelle a provoqué un afflux de réfugiés principalement en Algérie, mais aussi dans le nord du Niger et au Burkina Faso. Face à cette situation, le FIDA, le PAM, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'organisation non gouvernementale ACORD (Association de coopération et de recherches pour le développement) ont œuvré étroitement avec les quatre gouvernements concernés et d'autres partenaires importants pour formuler et mettre en oeuvre un plan de réinstallation des réfugiés dans leurs régions d'origine. En 1986/87, le FIDA et le PAM ont conçu ensemble un plan pilote pour tester des instruments susceptibles d'être utilisés en amont des opérations d'urgence par le HCR et d'autres intervenants afin d'amorcer, à l'intention des rapatriés, des activités de développement à court et moyen terme. Ce plan pilote FIDA/PAM a aidé quelque 350 ménages démunis à se réinstaller en reconstituant leurs troupeaux décimés et, en 1998, a débouché sur le lancement du programme de sécurité en matière d'alimentation et de revenus à Kidal par le FIDA avec le PAM et d'autres partenaires (ACORD, le Fonds de l'OPEP, la Banque islamique de développement, etc.). L'objectif était de parvenir à remettre en état, à moyen terme, l'économie locale dans la région de Kidal. Il a non seulement aidé à la réinstallation de ruraux déplacés mais également appuyé le retour des réfugiés après la rébellion touareg du début des années 90. Les fonds



du prêt du FIDA et l'aide alimentaire du PAM ont servi à mettre en oeuvre des activités complémentaires telles que la création de potagers, le développement agricole des oasis et la mise en place d'infrastructures sociales.

9. On peut trouver des exemples analogues dans divers pays comme l'Angola, le Burundi, la République populaire démocratique de Corée et le Rwanda. Ainsi, au Rwanda, le PAM collabore au projet de développement agricole de Gikongoro, financé par le FIDA. Les rations vivres-contre-travail fournies par le PAM, évaluées à environ 400 000 USD et représentant 400 000 jours de travail, ont servi à transformer des zones marécageuses en terres agricoles productives. Au Burundi, le FIDA et le PAM œuvrent ensemble dans le cadre du programme de relance et de développement du monde rural, dû à l'initiative du FIDA, qui a été approuvé par le Conseil d'administration en avril 1999. Une série d'activités intégrées répondant aux besoins des communautés locales sont appuyées par un prêt du FIDA à hauteur de 20 millions de USD, tandis que des rations vivres-contre-travail du PAM, chiffrées à 1,16 million de USD, servent à compenser les paysans de leurs pertes de production lorsqu'ils participent aux activités d'aménagement des exploitations. Plus particulièrement, l'aide alimentaire du PAM a permis aux bénéficiaires du projet de prendre part à l'assainissement des marécages et à la construction de "terrasses radicales", technologie mise au point et testée au Rwanda mais qui n'avait pas encore été utilisée au Burundi.

Programmation conjointe de projets de développement

10. Vu leur complémentarité opérationnelle, le FIDA et le PAM coopèrent dans le cadre de projets de développement ciblés sur les ruraux pauvres, principalement par le biais d'une programmation conjointe et du financement parallèle d'activités complémentaires. On peut en trouver des exemples dans différentes régions où intervient le FIDA.

11. En Asie, le cas de la Chine illustre cette démarche. Le FIDA et le PAM ont commencé à mener des opérations en Chine en 1979 et 1980, respectivement. Le portefeuille d'aide conjoint correspondait fin 1998 à un total d'environ 1,1 milliard de USD, soit près de la moitié du coût total (environ 2,3 milliards de USD) des opérations de lutte contre la pauvreté rurale appuyées par le FIDA et le PAM en Chine. Les projets individuels lancés à l'origine par les deux organisations ont été identifiés comme opérations intégrées de développement rural local visant à mettre à la disposition des ruraux pauvres des hautes terres marginales un assortiment complet de services susceptibles d'avoir un impact optimal. Toutefois, en raison des différences entre les missions et les avantages comparatifs du PAM et du FIDA, l'appui du Fonds a été davantage centré sur l'octroi de microcrédit tandis que l'aide du PAM a habituellement porté sur l'infrastructure, les travaux de génie civil, la formation à caractère social et la sensibilisation. Compte tenu de l'utilité évidente d'associer les efforts du FIDA et du PAM, le gouvernement a approuvé en 1994 le développement de projets cofinancés par ces deux organisations. En 1995 et 1996, elles ont entrepris conjointement la conception et la formulation du premier de ces projets. C'est ainsi que le projet de développement agricole intégré dans le nord-est du Sichuan et de la province de Qinghai/Haidong a été approuvé en septembre 1996. L'avantage d'une telle démarche a été de permettre le ciblage d'un plus grand nombre de bénéficiaires et d'une zone plus vaste. En outre, la dynamique du développement durable a été renforcée par l'association des activités vivres-contre-travail et vivres-contre-formation du PAM avec les prêts du FIDA destinés au microfinancement.

12. En 1997, le FIDA a appuyé le PAM dans son opération d'évaluation et de cartographie de la vulnérabilité (ECV), qui a constitué la base des consultations entre le FIDA et le PAM visant l'identification conjointe de zones de projet potentielles en Chine. En avril 1998, les premières conclusions de l'ECV à l'échelon provincial étaient prêtes, permettant d'identifier trois zones prioritaires destinées à servir de point de départ à la programmation conjointe de nouveaux projets pour la période 1999-2001. En 1998, on a procédé à un examen des options et stratégies

d'intervention du FIDA (COSOP) pour la Chine en prenant en compte les résultats de l'ECV et les conclusions des consultations régulières entre le FIDA et le PAM. S'inspirant de cette étude du FIDA, le PAM a entamé son propre processus d'élaboration du schéma de stratégies pour la Chine. En 1999, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a commencé à établir un bilan commun de pays pour la Chine dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. La participation du FIDA à cet exercice a été facilitée par le bureau du PAM dans le pays. Ainsi, l'expérience du FIDA dans le domaine du microfinancement, en particulier en ce qui concerne les projets conjoints, a pu être dûment prise en compte dans le bilan commun de pays.

13. Les projets financés conjointement par le FIDA et le PAM en Chine ont montré qu'ils présentaient un avantage comparatif en appuyant des activités de projets de développement rural intégré:

- a) **L'aide alimentaire** est utile pour mettre en valeur et renforcer la base de ressources naturelles par l'irrigation, le drainage et la réalisation de terrasses. L'aide alimentaire est aussi précieuse pour appuyer l'alphabétisation et les formations techniques de base - notamment au bénéfice des femmes - qui à terme contribuent à consolider les capacités des bénéficiaires et à leur permettre d'utiliser efficacement le crédit.
- b) **Le microcrédit** est essentiel pour appuyer les investissements dans la productivité, le développement et la diversification des cultures, en permettant un meilleur accès aux intrants et aux fonds de roulement. Le microcrédit conditionne donc la durabilité des opérations.

14. Récemment, le FIDA est parvenu à un accord avec le PAM pour la conception conjointe de la deuxième phase du projet de développement en faveur des populations tribales de l'Orissa en Inde dont l'approbation est prévue pour 2001. Le FIDA et le PAM devraient établir un accord de collaboration à long terme en Inde similaire à celui pour la Chine décrit plus haut. Cette collaboration FIDA/PAM en Inde portera principalement sur les projets de développement local. Outre les activités financées au titre du programme vivres-contre-travail, le FIDA devrait également bénéficier des connaissances techniques du PAM dans la mise au point de systèmes de suivi participatif de l'impact.

15. En Amérique latine, le FIDA et le PAM travaillent par ailleurs en tandem pour améliorer les capacités de production et les pratiques agricoles dans les Andes péruviennes. L'aide du PAM vise à réparer les graves dommages environnementaux et à corriger la perte de capacité productive correspondante dans 65 petits bassins versants. Parallèlement, le FIDA a lancé un projet d'amélioration des pratiques agricoles en assurant des services de vulgarisation et de formation aux communautés ciblées.

16. En Afrique, le FIDA et le PAM collaborent à l'élaboration de projets dans plusieurs pays. Ainsi, le PAM est un important cofinancier du programme de développement de l'irrigation participative en République-Unie de Tanzanie, qui a pour objectif principal d'accroître la productivité agricole par des investissements dans l'irrigation et un appui institutionnel destiné à promouvoir l'intégration de la production paysanne à l'économie de marché. La contribution du PAM est axée sur le financement de la construction de routes rurales d'accès et de canaux d'irrigation secondaires et tertiaires. Depuis le début de l'année 1999, le FIDA collabore également avec le PNUD et le PAM au Mali dans le but de définir le cadre conceptuel d'un vaste programme de redressement économique pour toutes les zones sahariennes du pays. Au Tchad, une coopération avec le PAM est envisagée au titre de la phase II du projet de sécurité alimentaire au nord-Guéra dû à l'initiative du FIDA dont

l'approbation est prévue en l'an 2000. Le PAM cofinancera le projet en fournissant des céréales locales pour la mise en place de banques céréalères de sécurité alimentaire dans la zone du projet. On trouvera dans des pays comme la République démocratique du Congo et le Soudan des exemples similaires de collaboration.

Mise en commun accrue de l'information

17. Le FIDA et le PAM pratiquent diverses formes de mise en commun des informations dont ils disposent. L'objectif est d'assurer que les domaines potentiels d'action conjointe soient convenablement identifiés. Des réunions et des concertations du FIDA et du PAM se tiennent régulièrement et fréquemment, aux échelons tant de la définition des orientations que de la pratique opérationnelle. Les deux organisations se communiquent aussi les activités qu'elles envisagent respectivement au titre de projets et les calendriers des missions prévues.

III. COOPÉRATION À L'ÉCHELON DES PROJETS - EXEMPLES RÉCENTS (DEPUIS 1995)

Niger:

Programme spécial de pays - Phase II

(approuvé en septembre 1995)

Coût total: 20,0 millions de USD
Prêt du FIDA: 14,9 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 1,4 million de USD

L'objectif fondamental du programme est d'instaurer la sécurité alimentaire et la sécurité du revenu en développant la production agricole et l'élevage. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) mise en valeur des vallées du Niger et de la Komadougou (y compris la restructuration des sections des périmètres d'irrigation en place, l'aménagement de dix nouveaux étangs et la formation technique des bénéficiaires); b) gestion du terroir dans les zones de cultures pluviales (y compris formation de responsables villageois et d'usagers des ressources, élaboration de plans villageois d'occupation des sols et de conservation des eaux et des sols); c) gestion communautaire du terroir dans les zones pastorales; et d) appui aux systèmes financiers ruraux. Le programme bénéficiera directement à environ 11 000 ménages agricoles et à 4 000 ménages de pasteurs. L'aide alimentaire du **PAM** contribue aux activités vivres-contre-travail dans le cadre des composantes a) et b).

Sri Lanka:

Projet de développement rural participatif dans la province du centre-nord

(approuvé en septembre 1995)

Coût total: 19,56 millions de USD
Prêt du FIDA: 8,53 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 1,92 million de USD

Le projet a été conçu pour contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des familles ciblées, et pour lutter contre les principaux facteurs de troubles de la santé, qui grèvent la productivité agricole dans la zone de projet. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) mobilisation sociale et planification participative; b) mise en valeur et aménagement des ressources hydriques; c) développement agricole; d) entreposage, transformation et génération de revenus; e) services financiers ruraux; f) santé et nutrition. Le projet bénéficiera à environ 24 000 ménages. L'aide alimentaire du **PAM** permet de remettre en état des microciternes.

Chine:

Projet de développement agricole intégré dans le nord-est du Sichuan et la province de Qinghai/Haidong

(approuvé en septembre 1996)

Coût total: 108,11 millions de USD
Prêt du FIDA: 27,86 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 32,12 millions de USD

Le projet vise à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer les conditions de vie de 370 000 ménages dans les zones de projet. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) développement agricole (amélioration des terres, renforcement des institutions et sylviculture de protection); b) infrastructures rurales (pistes villageoises, percement de puits et creusement d'étangs pour l'alimentation des villages en eau potable); c) activités de développement social pour les femmes (alphabétisation fonctionnelle, formations techniques au commerce et aux pratiques agricoles, et lignes spéciales de crédit pour les femmes); et d) gestion du projet et du crédit. L'aide alimentaire du **PAM** contribue à financer les activités vivres-contre-travail, comme l'amélioration des terres (par exemple par l'irrigation, l'aménagement de terrasses et l'approfondissement des sols), les infrastructures rurales (construction de routes et ouvrages d'approvisionnement en eau potable) et la formation.

Viet Nam:

Projet de conservation et de valorisation des ressources agricoles dans la province de Quang Binh

(approuvé en décembre 1996)

Coût total: 17,8 millions de USD
Prêt du FIDA: 14,4 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 700 000 USD

L'objectif premier du projet est d'accroître les revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire d'environ 65 000 ménages. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) remise en état des aménagements d'irrigation; b) développement de l'élevage (porcs, bovins et caprins); c) développement de l'aquaculture (pisciculture en cages flottantes, élevage de crevettes en eau saumâtre); d) fixation des dunes; et e) réfection des routes rurales. L'aide alimentaire du **PAM** contribue aux opérations vivres-contre-travail dans les composantes foresterie, irrigation et construction de routes rurales.

Bangladesh:

Projet de diversification et d'intensification de l'agriculture

(approuvé en avril 1997)

Coût total: 32,36 millions de USD
Prêt du FIDA: 18,92 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 5,13 millions de USD

L'objectif premier du projet est de relever les revenus et d'améliorer la nutrition des paysans sans terre et des ménages d'exploitants marginaux, et d'aider les petits agriculteurs à obtenir une meilleure productivité et à diversifier leurs cultures pour une meilleure rentabilité. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) développement communautaire (activités de groupes facilitées par des ONG); b) développement agricole (recherche et vulgarisation, aménagement des berges et

drainage); c) infrastructures communautaires; d) épargne et crédit rural. Le projet concerne quatre districts au nord de Dacca, le groupe cible comptant 1,09 million de personnes. L'aide alimentaire du **PAM** contribue à la réalisation des travaux de terrassement pour le renforcement des berges et à la mise en place de réseaux de drainage (composante a)) et à la construction de routes (composante c)).

Chine:

Projet de développement agricole intégré du sud-ouest de la région d'Anhui

(approuvé en septembre 1997)

Coût total: 55,7 millions de USD
Prêt du FIDA: 26,5 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 2,8 millions de USD

Le projet a pour objectif de réduire le déficit vivrier persistant qui affecte environ 123 000 ménages, en relevant ainsi leur niveau de vie. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) infrastructures rurales (y compris aménagements d'irrigation, routes d'accès rurales, gestion de l'eau); b) production agricole (intensification et diversification des cultures, élevage, pêche et agroforesterie); et c) appui des femmes et services sociaux. L'aide alimentaire du **PAM** contribue à la formation des femmes et des enfants. Les familles les plus pauvres devraient recevoir une part plus grande de l'aide alimentaire en raison du ciblage spécifique des femmes enceintes et de l'éducation des enfants.

Bangladesh:

Projet de développement de l'aquaculture

(approuvé en avril 1998)

Coût total: 23,7 millions de USD
Prêt du FIDA: 20,0 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 1,2 million de USD

Se fondant sur l'expérience et les enseignements tirés du projet, financé par le **FIDA**, en faveur des petits pêcheurs des bras morts, le projet est ciblé sur deux groupes défavorisés de ruraux pauvres: les paysans sans terre ou quasi sans terre et les femmes, et les agriculteurs marginaux et petits agriculteurs. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) développement communautaire (pour assurer l'accès aux masses d'eau et étangs et aux services correspondants); b) participation des femmes à l'aquaculture en étangs et aux activités génératrices de revenu; c) remise en état des masses d'eau et des étangs de pisciculture; et d) remise en état des routes rurales. Le projet bénéficiera à 24 220 ménages. L'aide alimentaire du **PAM** contribue à la remise en état des plans d'eau et étangs, et à la réfection des routes rurales.

Chine:

Projet de développement des zones des Monts Wulin peuplées de minorités ethniques

Coût total: 107,2 millions de USD
Prêt du FIDA: 28,0 millions de USD
Aide alimentaire du PAM: 18,6 millions de USD

L'objectif premier du projet est de réduire la pauvreté chronique dans 92 circonscriptions pauvres en y développant la production vivrière et la production commerciale. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) crédit saisonnier et à moyen terme; b) infrastructures rurales (eau potable, établissements de soins et écoles); c) intensification et diversification de la production agricole, avec mise en valeur de terres, multiplication de semences et formation/vulgarisation; d) services sociaux

de soutien (alphabétisation et formation technique de base, formation aux soins de santé de base et à la nutrition, système d'épargne de groupe). Le projet bénéficiera à environ 390 000 ménages. L'aide alimentaire du **PAM** contribue à l'aménagement d'infrastructures et à la formation (en particulier aux activités intéressant les femmes) dans le cadre des composantes b) et d).

Sri Lanka:

Projet régional de promotion économique de Matale

(approuvé en décembre 1998)

Coût total: 14,47 millions de USD

Prêt du FIDA: 11,71 millions de USD

Aide alimentaire du PAM: 240 000 USD

L'objectif du projet est d'améliorer l'accès des ruraux pauvres (et notamment des femmes et des jeunes) aux activités économiques rentables dans les secteurs agricole et non agricole. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) développement de l'activité agricole commerciale (production de semences et amélioration de la qualité, gestion des terres et des eaux, développement commercial et technologique); b) création d'entreprises et d'emplois (promotion de la micro-entreprise et des petites entreprises, génération de revenu rural et formation professionnelle); c) financement rural (crédit au développement des entreprises et fonds discrétionnaires); et d) gestion des projets et des entreprises. Le groupe cible principal se compose d'environ 30 000 ménages (pour moitié ayant une femme à leur tête). L'aide alimentaire du **PAM** contribue à la remise en état des ouvrages d'irrigation (citernes et barrages de dérivation) dans le cadre de la composante a).

Bangladesh:

Projet d'amélioration de l'agriculture paysanne

(approuvé en avril 1999)

Coût total: 25,73 millions de USD

Prêt du FIDA: 18,62 millions de USD

Aide alimentaire du PAM: 172 000 USD

Le projet a pour objectif de dynamiser la production vivrière et de relever les revenus des ménages ruraux pauvres dans la zone d'intervention de manière à améliorer leur sécurité alimentaire et leur niveau de vie. Les principales composantes sont les suivantes: a) développement agricole (y compris renforcement des capacités et formation en matière de recherche et de vulgarisation); b) petits programmes d'aménagement hydrographique; c) appui aux communautés rurales (y compris participation des bénéficiaires à la conception et à la mise en oeuvre du projet, et orientation technique d'ONG pour leur permettre de s'attaquer à des questions spécifiques intéressant les petits agriculteurs et les paysans marginaux); d) financement rural et épargne; e) appui à la population Adivasi et à celle des *charlands*; et f) infrastructures communautaires rurales (y compris la construction de routes rurales, la construction et la remise en état de centres agricoles, et la construction ou la remise en état de structures commerciales). L'aide alimentaire du **PAM** contribue à couvrir le coût des travaux de terrassement.

Chine:

Projet de réduction de la pauvreté dans la zone des monts Qinling

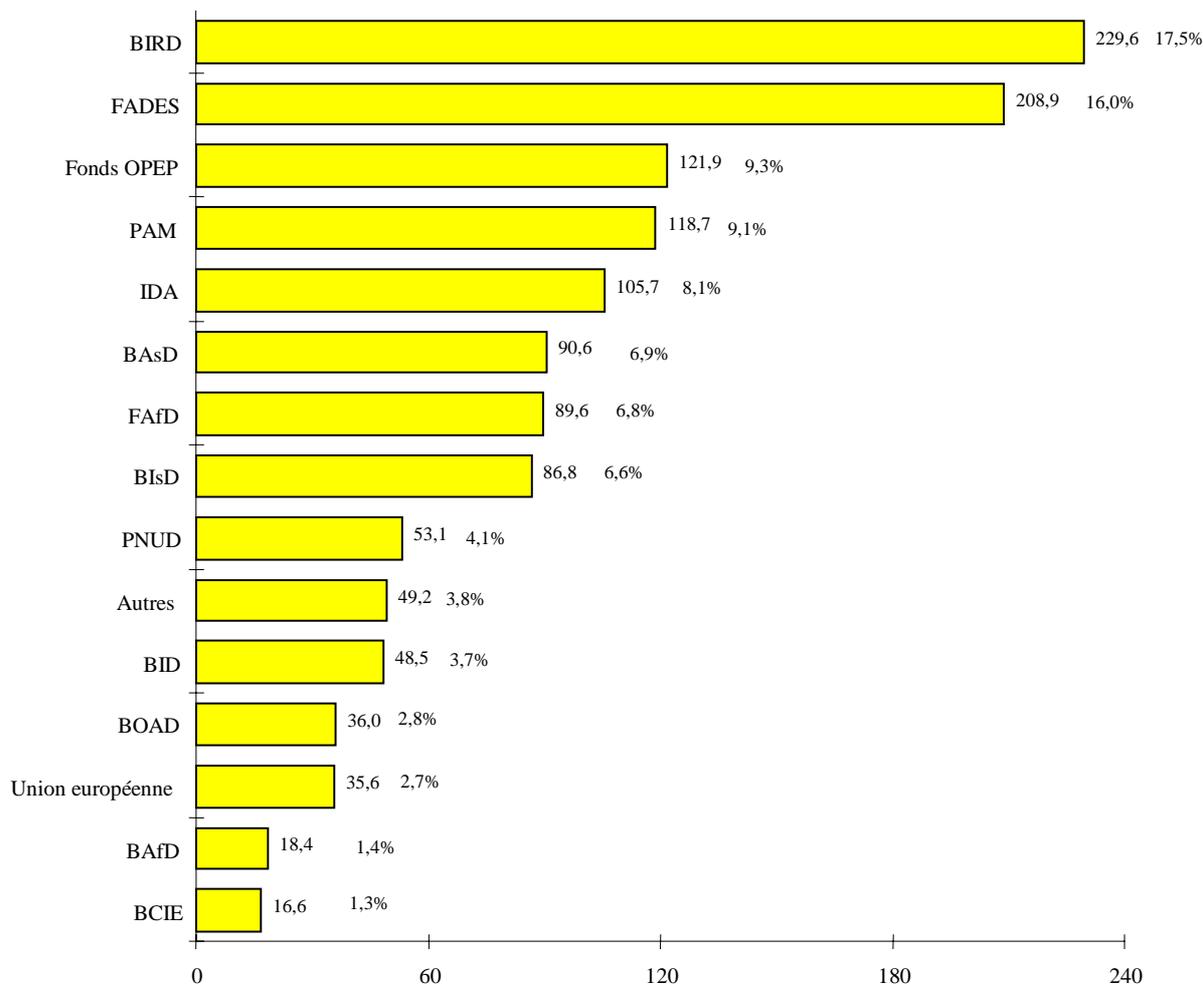
(approuvé en décembre 1999)

Ce projet a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et la stabilité des revenus des ménages ruraux vulnérables qui vivent dans un environnement caractérisé par la dégradation des ressources naturelles. Le but est de parvenir à un accroissement durable de la capacité de production des ruraux



pauvres, à la fois en exploitation et hors exploitation, et de leur permettre d'avoir un accès plus large aux ressources économiques et sociales. Les **principales composantes** sont les suivantes: a) développement agricole (y compris irrigation, bonification des terres arides, services de vulgarisation intéressant l'agriculture et l'élevage, etc.); b) mise en place de services financiers destinés principalement à transformer les coopératives rurales de crédit en banques coopératives rurales viables; c) activités de développement social (par exemple alphabétisation, sensibilisation aux questions sanitaires et nutritionnelles, etc.); et d) infrastructures rurales (approvisionnement en eau de boisson, routes rurales d'accès et électrification). L'aide alimentaire du **PAM** contribuera à la mise en oeuvre des composantes a), c) et d).

Cofinancement, par des donateurs multilatéraux, de projets lancés par le FIDA au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, 1978-1998



Les montants et pourcentages représentent la part de chaque organisation multilatérale dans le cofinancement multilatéral total des projets dus à l'initiative du FIDA.
 Les montants sont exprimés en millions de USD.